Le pouvoir aux travailleurs

10 Septembre 2016

N° 225

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE — PAGES

EDITORIAL :

- LEUR CÔTE D'IVOIRE À EUX LES RICHES N'EST PAS LA MÊME QUE CELLE DES TRAVAILLEURS …….. 2 - 3
- LES TRAVAILLEURS NE DOIVENT PAS ÊTRE LES LAISSÉS-POUR-COMPTE DE « L'ÉMERGENCE » FAÇON OUATTARA ……. 4
- LEURS DÉBATS SUR LA RÉFORME CONSTITIONNELLE, C'EST DE LA POUDRE AUX YEUX POUR MASQUER LES VRAIS PROBLÈMES 5
- LA VÉRITABLE CAUSE DE LA RELATIVE PÉNURIE DE DENRÉES VIVRIÈRES N'EST PAS LÀ OÙ ON LE DIT ……. 6 - 7
- « DÉGUERPISSEMENT » DES PETITS COMMERCES : UNE ATTAQUE DE PLUS CONTRE LES PAUVRES !……... 7 - 8
- SI L'ÉCOLE PUBLIQUE EST DÉFAILLANTE, CE N'EST PAS LA FAUTE DES ENSEIGNANTS…… 8 - 9
- FRANZETTI : UNE PETITE VICTOIRE BIEN MERITÉE ……... 10
- GABON : BONGO OU PING, DEUX PANTINS DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS …….. 11
- MAURITANIE : L'ESCLAVAGE, UNE PRATIQUE BARBARE QUI PERSISTE !……. 12

E d i t o r i a l

LEUR CÔTE D'IVOIRE À EUX LES RICHES N'EST PAS LA MÊME QUE CELLE DES TRAVAILLEURS

Toutes les occasions sont bonnes pour l'actuel président de s'auto-féliciter. Et quand ce n'est pas directement lui qui le fait, la presse gouvernementale, la télé et la radio s'en chargent à longueur de journée. Des athlètes ivoiriens rapportent des médailles, c'est grâce à « *l'esprit nouveau* » insufflé par le président ! Des artistes ont quelques succès au-delà des frontières nationales, c'est encore lui qui essaye de tirer la couverture. Partout on n'entend que le couplet sur la « *Côte d'Ivoire qui gagne ».*

Ils nous disent que l'économie ivoirienne va très bien ; ils sont ravis des bons chiffres de la croissance économique que la Banque mondiale a attribués à la Côte d'Ivoire et du palmarès annuel de cette institution financière plaçant ce pays comme la « *première puissance sub-saharienne* ». Mais les travailleurs n'ont pas à en être fiers car leurs conditions d'existence ne font qu'empirer. Ce sont les salaires de misère, les cadences infernales, les heures supplémentaires non payés, les contrats journaliers, le travail non déclaré à la CNPS, etc.

De plus, nos maigres salaires sont rongés par l'augmentation des prix des denrées, du loyer, du transport, de l'électricité, entre autres. La rentrée scolaire qui s'approche n'annonce rien de bon pour les familles à revenus modestes car cela va générer des dépenses supplémentaires occasionnées pour une scolarisation de plus en plus dégradée. C'est cela la Côte d'Ivoire des pauvres, ce n'est pas la même que celle des riches.

Cette situation injuste ne peut pas durer éternellement. Il faut que ça change un jour. Ceux qui détiennent actuellement le pouvoir feront tout pour maintenir cet ordre établi en faveur des capitalistes car non seulement ils sont pieds et poings liés aux intérêts exclusifs des possédants mais eux-mêmes font partie du monde des exploiteurs. Quant au FPI, le principal parti d'opposition, même s'il parait élever le ton en ce moment contre le pouvoir, ce n'est pas du tout sur le terrain des travailleurs et des couches populaires. Les dirigeants de ce parti disent qu'ils vont mobiliser leurs adhérents et sympathisants contre la réforme constitutionnelle telle qu'elle sera proposée par Ouattara lors du prochain référendum. Ils vont peut-être organiser des marches et des meetings mais les travailleurs et les petites gens n'ont aucun intérêt à se laisser distraire par leurs discours démagogiques. Ils n'ont rien à attendre de ces politiciens-là car lorsqu'ils étaient hier au pouvoir derrière Gbagbo, ils ont aussi contribué à l'exploitation des travailleurs et des petits paysans et à l'aggravation de leurs conditions d'existence.

Pour changer leur sort, les exploités ne peuvent compter que sur leurs seules forces. Les seules améliorations qu'ils peuvent attendre, ils ne les obtiendront que grâce à leurs luttes.

LES TRAVAILLEURS NE DOIVENT PAS ÊTRE LES LAISSÉS-POUR-COMPTE DE « L'ÉMERGENCE » FAÇON OUATTARA

Selon les estimations de la Banque mondiale, le taux de croissance de la Côte d'Ivoire en 2016 atteindra 8,5%. Ce pays attire en effet de plus en plus de capitaux grâce à sa relative stabilité politique retrouvée après plusieurs années de crise et de guerre. Les grands capitalistes de l'ancienne puissance coloniale sont les premiers à se frotter les mains. Déjà l'année dernière, l'ambassadeur de France de Côte d'Ivoire déclarait avec une certaine fierté que *: « Aujourd'hui (le 14 juillet 2015), les entreprises françaises établies en Côte d'Ivoire emploient directement 40 000 personnes, contribuent à hauteur de 50 % aux recettes fiscales et de 30 % au produit intérieur brut (PIB)... ».* Ce sont en effet, les Bouygues (eau, électricité, BTP), les Bolloré (chemin de fer, port à conteneurs, hévéa, cigarettes), les Colas (construction de routes) et autres opérateurs de la téléphonie comme Orange, qui sont les premiers bénéficiaires de cette croissance économique.

Mais cette richesse ne tombe pas du ciel. Elle provient de l'exploitation féroce des travailleurs des villes et des campagnes. Ce sont les bas salaires et les conditions inhumaines qu'ils imposent à la classe laborieuse qui permettent aux capitalistes d'amasser des fortunes et aux dirigeants politiques de s'enrichir en vidant les caisses de l'Etat.

Oui, dans ce pays les riches deviennent de plus en plus riches. Les villas, les belles voitures et les magasins de luxes fleurissent dans les beaux quartiers. Mais pour la grande majorité de la population, c'est la misère au quotidien. Au fil des ans le niveau de vie des travailleurs recule. Le prix des loyers, du transport, de la nourriture, de la scolarité des enfants (pour ne citer que quelques-unes des principales dépenses des familles pauvres) augmentent sans arrêt alors que les salaires ne suivent pas.

Mais cette réalité-là n'est pas une fatalité. Les travailleurs, de par leur nombre et la position qu'ils occupent dans l'économie, ont les moyens d'imposer leurs droits à une existence décente. Ce sont eux qui produisent les richesses, construisent les routes et les bâtiments, entretiennent les machines et conduisent les engins. Sans eux, rien ne fonctionnerait. Leur arme principale pour changer cet état de chose, c'est la grève. Ils ont déjà montré maintes fois leur force lors des récentes luttes dans le secteur du bâtiment mais aussi dans les usines, dans le port et le transport public, entre autres. Ils ont montré qu'ils ont la capacité de s'organiser et de faire aboutir leurs revendications lorsqu'ils sont déterminés. Ils peuvent s'appuyer sur leurs expériences des luttes passées pour en mener d'autres, plus larges pour être plus forts. C'est la seule manière de se faire craindre et

d'imposer notre droit à une vie digne au patronat et au gouvernement à son service.

LEURS DÉBATS SUR LA RÉFORME CONSTITIONNELLE, C'EST DE LA POUDRE AUX YEUX POUR MASQUER LES VRAIS PROBLÈMES

Depuis plusieurs mois, la vie politique en Côte d'Ivoire tourne autour de la question du projet de la réforme constitutionnelle que Ouattara a décidé de soumettre au référendum à la fin du mois d'octobre de cette année.

Il veut créer un poste de vice-président qui prendrait la place de chef de l'Etat en cas de vacance de pouvoir, un sénat dont les membres ne seraient pas élus mais désignés, une « *Chambre des rois* » où siègeront des roitelets traditionnels bénéficiant de salaires et autres avantages aux frais de l'Etat. C'est ainsi qu'il veut, selon ses propres termes, *« promouvoir la culture et les valeurs de la Côte d'Ivoire nouvelle »*. Remettre ces parasites fossiles du Moyen Âge africain au goût du jour, c'est cela sa conception de la *« nouvelle Côte d'Ivoire »* !

Certains dirigeants de l'opposition lui reprochent de vouloir instaurer « *un exécutif tricéphale* », de « *choisir son successeur* ». D'autres, ou les mêmes, lui reprochent, peut-être non sans raison, d'avoir des *« intentions cachées* ». Du coup, des proches de Ouattara se sont sentis obligés de prendre la parole pour dire que leur chef n'a pas l'intention de briguer un troisième mandat (chose que l'actuelle Constitution lui interdit).

Il est aussi question de modifier l'article controversé de la loi dite fondamentale qui stipule que pour avoir le droit de briguer le poste de président de la République, il faut être *« né de père et de mère ivoiriens, eux-mêmes ivoiriens d'origine ».* C'est cela qui a dans le passé servi de prétexte à Bédié puis à Gbagbo pour écarter par deux fois Ouattara de la candidature à la présidence au nom de sa « *nationalité douteuse* ». Il s'en est suivi toute une propagande haineuse autour de « l'Ivoirité » à laquelle Bédié et Gbagbo ont participé. Cela s'est traduit par des massacres à caractères ethniques puis par la partition du pays entre le nord et le sud. Il y a eu ensuite une guerre civile atroce qui a fait des milliers de morts et des dizaines de milliers de déplacés. Alors, tant mieux si on supprime des lois qui enveniment la coexistence entre les différentes populations et ethnies de ce pays. Mais sachons que ce ne sont pas les lois qui empêcheront demain les politiciens d'entrainer de nouveau les populations dans un bain de sang pour assouvir leurs ambitions personnelles.

Le principal parti de l'opposition, le FPI de l'ex-président Gbagbo, fait feu de tout bois et essaye de mobiliser ses troupes pour s'opposer à toute modification de la Constitution tant qu'un « *consensus* » ne serait pas trouvé entre le pouvoir et lui sur l'ensemble des textes. Il remplit des pages et des pages de ses publications par des débats fumeux entre des prétendus constitutionalistes. Ce faisant, il ne fait que rendre un service au pouvoir de Ouattara car pendant que les uns et les autres se focalisent là-dessus, on ne parle ni de la vie chère, ni des salaires de misère,

ni de divers autres problèmes dont souffrent les populations pauvres de ce pays. Or, ce sont les réponses à ses questions-là qui sont vitales.

L E U R S O C I E T E

LA VÉRITABLE CAUSE DE LA RELATIVE PÉNURIE DE DENRÉES VIVRIÈRES N'EST PAS LÀ OÙ ON LE DIT

Une récente pénurie de manioc a entrainé un brusque renchérissement du prix de l'attiéké, une denrée de base fabriquée à partir du manioc. De nombreuses familles sont obligées de s'en priver, faute de moyens. Le prix de l'igname, de la banane, des tomates, des aubergines, ont aussi augmenté. La difficulté de se nourrir qui était déjà bien réelle est devenue un sujet d'inquiétude encore plus obsédant pour une partie toujours plus grande de la population laborieuse dont les revenus sont réduits à la portion congrue.

Les ministres et les prétendus experts en climat ont tour à tour accusé le « *réchauffement climatique* » ou la sècheresse, d'être les responsables de cette pénurie. Mais la récente sécheresse relative, si tant est qu'elle a eu son effet, n'est pas la véritable cause du renchérissement des produits vivriers. La véritable cause est à chercher dans le fait que les cultures de rentes comme l'hévéa, le cacao ou l'anacarde (encouragées par l'Etat parce que cela lui rapporte des devises) prennent de plus en plus de terres agricoles, au détriment des cultures vivrières.

Poussés par l'espoir de toucher un revenu conséquent dans la pratique de ces cultures d'exportation, les petits paysans y mettent toute leur énergie et y consacrent le maximum de leur terre. C'est ainsi qu'ils se retrouvent dans une situation où eux-mêmes ne produisent plus ou pas assez de cultures vivrières pour leur propre subsistance. Ils sont alors contraints d'acheter des produits qu'ils cultivaient auparavant. C'est ainsi que l'on constate que des habitants de certaines localités proches d'Abidjan comptent désormais sur leur familles travaillant dans la capitale pour leur faire parvenir des denrées comme le piment, l'aubergine ou la tomate alors qu'il n'y a pas longtemps, ce sont eux qui fournissaient ce genre de produits à leurs familles implantées dans les villes.

Il y a quelques années le prix de vente de l'hévéa avait grimpé jusqu'à environ 1000 Francs Cfa le kilo. Ce prix relativement élevé a provoqué une sorte de ruée des petits planteurs vers cette culture. Mais entre le moment où le paysan décide de se mettre à l'hévéa et celui où il commencera à recueillir la fameuse sève qui sert à fabriquer le caoutchouc, il faut au moins 5 à 7 ans selon la qualité de la terre, l'hygrométrie, la quantité d'engrais et de produits phytosanitaires que le paysan consacre à sa plantation. Au moment où celui-ci veut vendre son produit, le prix n'est pas forcément celui qu'il espérait. Il ne peut

pas facilement faire marche-arrière car il a déjà investi de l'argent et du travail.

L E U R S O C I E T E

Il ne peut pas non plus stocker sa récolte et attendre une hypothétique hausse du prix. Il se retrouve pieds et poings liés aux entreprises de l'agro-industrie et contraint de se plier au prix du marché international qui varie à chaque instant à cause de la spéculation mondiale.

Aujourd'hui le prix de l'hévéa au producteur est descendu à 265 Francs Cfa le kilo. Il y a quelques temps, il était même tombé bien en dessous. Le petit paysan se trouve parfois étranglé de dettes car il a misé sur un prix plus élevé de son produit. C'est alors la ruine et le désespoir ainsi que le risque de sombrer dans la misère. C'est ainsi que le capitalisme mondiale étrangle les pays pauvres et affament des millions de familles à travers le monde.

« DÉGUERPISSEMENT » DES PETITS COMMERCES : UNE ATTAQUE DE PLUS CONTRE LES PAUVRES !

Tout le mois d'août a été marqué par une vaste opération de déguerpissement des petits commerçants et vendeurs ambulants aux abords des trottoirs d'Abidjan. L'épisode le plus récent a eu lieu dans la commune d'Adjamé. On a assisté à des batailles rangées entre commerçants et forces de l'ordre. C'est à coups de tirs de sommation de kalachnikov que les foules hostiles ont été dispersées avant que les bulldozers et autres pelleteuses n'entrent en action pour réduire en tas de gravats les étals et autres structures métalliques faisant office de magasin.

Ce sont des milliers de petites gens n'ayant pour seule activité de survie que ces petits commerces qui sont ainsi mises en difficulté. Il n'est donc pas surprenant qu'à peine les forces de l'ordre ont-ils tourné le talon, des étalages à même le sol ont refait leur apparition. Comment pourrait-il en être autrement puisque le gouvernement, n'offre aucune possibilité de recasement sur d'autres sites ?

La raison principale de la généralisation de la débrouillardise et du petit commerce de rue, c'est l'explosion du chômage et de la misère dans le pays. Tant que ce problème ne sera pas résolu, les bulldozers n'y pourront rien.

L E U R S O C I E T E

Dans les zones industrielles, les travailleurs, sont bien placés pour savoir à quel point le système journalier se généralise. Or, être un journalier c'est être un chômeur en sursis, car on peut se retrouver sur le carreau à tout moment. Même pour ceux qui ont la « chance » d'avoir un travail régulier, le salaire est rarement suffisant pour couvrir les besoins les plus élémentaires de la famille. Pour joindre les deux bouts, les femmes de travailleurs et même souvent les enfants sont contraints de faire du petit commerce devant les courées, aux abords des routes et des trottoirs des grandes artères, de sorte que certains quartiers d'Abidjan ont des allures de marché à ciel ouvert. Et c'est justement à ceux-là que s'en prend le pouvoir public. Les dirigeants politiques au pouvoir, bien qu'ils soient incapables de juguler un tant soit peu le chômage et la misère grandissante, ne voudraient pas que leur vue supporte l'étalage de cette misère.

Alors, sous le prétexte de lutter contre l'insalubrité, les autorités veulent chasser les petites gens des abords au moins des grands artères. L'approche des jeux de la Francophonie y est aussi pour quelque chose ; il faut cacher les pauvres avant le début des jeux durant lesquels Abidjan sera sous le feu des projecteurs.

Ces gens oublient qu'à trop vouloir tirer sur la corde, elle finit par casser !

SI L'ÉCOLE PUBLIQUE EST DÉFAILLANTE, CE N'EST PAS LA FAUTE DES ENSEIGNANTS

Pour cette nouvelle rentrée scolaire, le gouvernement a décidé de remettre au programme les cours du mercredi dans le primaire. Mais les enseignants n'ont pas été consultés et menacent, à juste titre, de se mettre en grève pour la rentrée si certaines de leurs conditions ne sont pas prises en compte.

Selon la ministre de l'Education nationale, sa décision est dictée par la mise en conformité de l'école ivoirienne avec « les normes internationales » en matière de nombre

d'heures de cours mais aussi en matière de niveau d'étude des élèves. C'est vraiment du blabla car si vraiment le pouvoir voulait s'occuper correctement de la scolarité des enfants des familles modestes, on l'aurait su depuis longtemps.

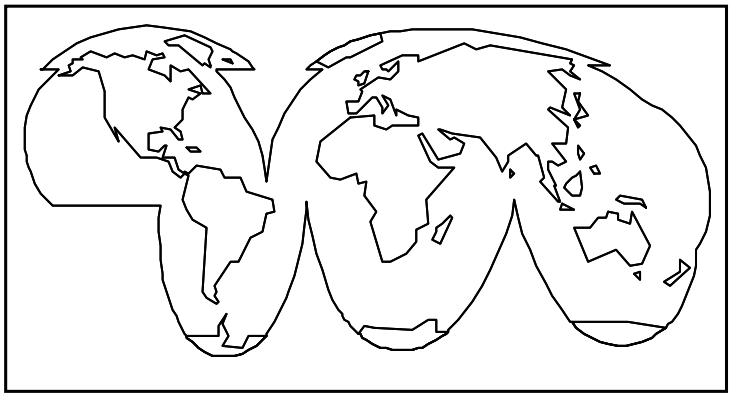
L E U R S O C I E T E

Or, quelle est la réalité de l'éducation dans ce pays ? Les riches, eux, ont la possibilité d'envoyer leurs enfants dans les écoles privées de bonne qualité, voire de les envoyer à l'étranger, dans les grandes écoles. Mais pour la majorité de la population, notamment les familles des classes pauvres, il n'y a pas d'autre choix que de se contenter de l'école publique où la qualité de l'éducation se dégrade d'année en année à cause de la vétusté des locaux et des classes surchargées. Il n'y a pas assez de salles de classes, pas assez d'instituteurs. Se retrouver à 50, 60 voire 70 dans une classe ne permet pas à l'enseignant de s'occuper des problèmes spécifiques de chaque élève.

L'école publique a plus besoin de salles de classes, de cantines scolaires et d'infrastructures pour permettre à tous les enfants de mieux apprendre et de s'épanouir. Mais au lieu de cela le gouvernement veut demander aux enseignants de travailler le mercredi sans compensation financière.

Comme toujours le gouvernement préfère éluder les vraies questions et faire porter le chapeau à d'autres afin de faire oublier ses propres responsabilités !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

FRANZETTI : UNE PETITE VICTOIRE BIEN MERITÉE

Le 22 août, au bout de plusieurs mois d'actions et de petites luttes, la direction de Franzetti a fini par verser les 10 millions qu'elle devait aux travailleurs.

En effet, c'est depuis le mois de novembre 2015 que les travailleurs du chantier Bonoumin, à la Riviera 2, ont commencé à s'organiser. Au tout début, ce fut avec difficulté car les premiers à y penser étaient automatiquement menacés par les tacherons. Ils étaient aussi dénoncés en partie par leurs propres collègues de travail qui ne croyaient pas en l'action. Malgré les menaces de renvoi, les travailleurs ont tenu bon et c'est à partir du mois de mars 2016 qu'ils déposent une liste de revendications appuyée d'un préavis de 6 jours.

Les tacherons proposent une rencontre pour désamorcer la colère des ouvriers. Quelques jours après, ils annoncent aux travailleurs qu'ils ne sont pas des tacherons, mais plutôt des commis de Franzetti, donc des employés de la même entreprise que les autres. Les travailleurs sont contents d'entendre cela car ils peuvent enfin «attraper le serpent par la gorge».

Franzetti promet de répondre aux revendications et confie le calcul de ce qui a été volé aux uns et aux autres à un cabinet de comptable. Mais celui-ci, avec la complicité de la direction, a mis plus de 2 mois pour une simple vérification. La direction croyait que les travailleurs allaient se démobiliser et se disperser entre temps, mais c'était mal connaître la détermination des travailleurs qui ont été remobilisés par leurs porte-parole grâce au téléphone.

Au mois de juin, la direction organise une rencontre en promettant de résoudre le problème en quelques jours. Mais plus de deux semaines après, elle ne donne toujours pas de signe. C'est ainsi qu'à plus 40, les travailleurs prennent d'assaut la direction. Ce jour-là, tout a été bloqué à l'entrée principale : pas de sortie ni d'entrée de véhicules. Alors, devant la détermination des travailleurs, la direction convoque ses soi-disant tâcherons pour signer un accord définitif. La note a été salée pour elle. Néanmoins, il a fallu attendre encore un mois et demi avant que les travailleurs ne rentrent en possession de leur dû.

Mais c'est tous contents de leur mobilisation, que les travailleurs se sont séparés avec l'espoir de se retrouver sur d'autres chantiers pour peut-être reprendre d'autres luttes.

GABON : BONGO OU PING, DEUX PANTINS DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS

Le Gabon est actuellement confronté à une crise postélectorale. Après la publication des résultats de l'élection présidentielle du 27 août dernier le pays a connu des jours de tumulte. Selon les sources, il aurait eu entre 3 et plus de 100 morts, sans compter les blessés et plus d'un millier d'arrestations. Ce pays de l'Afrique centrale, avec une population avoisinant les deux millions d'habitants, fait partie du pré carré de l'impérialisme français en Afrique noire. Pays forestier, minier et pétrolier, le Gabon, fief de l'ex empire d'ELF, a connu une certaine stabilité jusqu'à la mort d'Omar Bongo qui a régné d'une main de fer sur le pays pendant plus de 40 ans sous la protection de l'Etat français. Comme dans tous les pays africains, la majorité de la population croule sous la misère, malgré les immenses ressources du pays.

Ali Bongo, fils de l'ancien président Omar Bongo, a succédé à son père à la tête du PDG (Parti Démocratique du Gabon) après le décès de ce dernier en 2009. Il a été « élu » pour 7 ans lors des scrutins précédents dans des conditions plus que douteuses. Cela a aussi entrainé des contestations, qui ont fini par être réprimées.

Cette année, le scrutin a mis surtout en confrontation Jean Ping et Ali Bongo, les 8 autres candidats ayant totalisé moins de 2 % des votants.

Sans même parler de leurs liens familiaux, Ping et Bongo sont deux personnes formées au même moule sous la houlette de Bongo père et le regard bienveillant des dirigeants Français. Depuis 1972, Ping a occupé de hautes fonctions au sein de l'Etat gabonais. En tant que ministre, il a œuvré au bradage des ressources de ce pays et à la paupérisation des masses pauvres ; lui-même s'est enrichi grâce à ce pillage. Le 19 février 2014, il annonce sa démission du Parti démocratique gabonais (PDG) et entre en conflit ouvert avec son « ami » et beau-frère Ali Bongo car il veut sa place. Autant dire que choisir entre l'héritier d'une dynastie usé par le pouvoir et un personnage tout aussi pourri, c'est bonnet blanc, blanc bonnet.

L'impérialisme français finira-t-il par pousser Bongo vers la porte de sortie? Cela dépendra du calcul des dirigeants de l'Etat français en fonction des intérêts de leur bourgeoisie dans cette région. Les tractations en coulisse qui ont cours actuellement décideront qui de Bongo ou de Ping aura l'aval de l'impérialisme pour occuper le fauteuil présidentiel pour les sept années avenir. Ce qui est sûr, c'est que quel que soit le président choisi, les exploités gabonais ne peuvent y fonder aucun espoir.

MAURITANIE : L'ESCLAVAGE, UNE PRATIQUE BARBARE QUI PERSISTE !

Le 18 Août dernier, 13 militants anti-esclavagistes de l'ONG Initiative pour la résurgence du mouvement abolitionniste (IRA), ont été condamnés par l'Etat mauritanien à des peines allant de 3 à 15 ans de prison. Leur arrestation a fait suite à une manifestation organisée le 29 juin dernier par les habitants d'un bidonville de Nouakchott menacés d'expulsion. Les autorités accusent les 13 hommes de « *rébellion, usage de la violence, attaque contre les pouvoirs publics, attroupement armé et appartenance à une organisation non reconnue* ». Des condamnations de ce genre sont monnaie courante dans ce pays. En Janvier 2015, le responsable de l'un des principaux mouvements de lutte contre l'esclavage ainsi qu'un autre membre ont été condamnés à deux ans de prison pour des motifs similaires. En Avril, un jeune blogueur anti-esclavagiste a été condamné à mort pour « apostasie ». La liste de telles arrestations serait longue à égrener.

La pratique de l'esclavage dans cette région remonte à un lointain passé. Ce n'est qu'en 1981 qu'il a été aboli officiellement. Le 13 août 2015, une autre loi fut votée pour considérer l'esclavage comme un crime contre l'humanité, passible de 10 à 20 ans d'emprisonnement.

Et pourtant, l'esclavage en Mauritanie persiste et est un phénomène bien réel. Ceux qui en sont les victimes font partie de la population noire : les *Haratines.* Les maîtres sont des riches de l'ethnie des Bidhans (des « Maures blancs »). Cet esclavage se manifeste aujourd'hui sous forme de privation de libertés dès la naissance, maltraitances, trafics d'êtres humains, viols, etc. À ce jour ce phénomène concernerait environ 150 000 personnes, soit 4 % de la population.

Les autorités de ce pays, en parole, prétendent lutter contre ce phénomène et elles ne sont pas gênées de faire voter des lois pour montrer qu'elles font quelque chose. Mais en réalité, elles ferment les yeux car les esclavagistes font partie de la classe dominante, c'est-à-dire de ceux qui possèdent l'argent et le pouvoir. Elles s'en prennent plutôt aux militants qui dénoncent ce phénomène en les harcelant et en les emprisonnant.

Le capitalisme est un système d'exploitation de l'homme par l'homme, il s'accommode bien de ce genre d'esclavagisme d'un autre âge. En détruisant ce système, les travailleurs mettront fin à toutes ces barbaries du passé.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.